

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Les luttes électorales et la vie politique à la Guadeloupe de 1870 à 1885

Lucien Abénon

Numéro 3-4, 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044210ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044210ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Abénon, L. (1965). Les luttes électorales et la vie politique à la Guadeloupe de 1870 à 1885. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (3-4), 29–32.
<https://doi.org/10.7202/1044210ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1965

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LES LUTTES ÉLECTORALES ET LA VIE POLITIQUE A LA GUADELOUPE DE 1870 A 1885⁽¹⁾

L'un des premiers gestes de la III^e République en septembre 1870 fut de rétablir le suffrage universel et la représentation parlementaire pour les quelques anciennes colonies qui n'avaient envoyé jusqu'ici des députés qu'aux assemblées de l'éphémère Seconde République de 1848.

L'accession à la vie politique de ces territoires ne pouvait se faire sans une période d'adaptation plus ou moins longue, pendant laquelle les populations coloniales prendraient conscience du rôle qu'elles avaient à jouer dans l'évolution politique du pays et de la signification des élections. C'est cette période que nous nous sommes proposé d'étudier pour la Guadeloupe.

Notre étude s'étendra jusqu'à la date de 1885, époque où les républicains l'emportant en France, la représentation coloniale presque toujours axée à gauche et même à l'extrême gauche ne se verra plus constamment remise en cause. A cette date sera élu au Sénat le radical Alexandre Isaac remplaçant le monarchiste général de la Jaille. La même année, la réélection du député Gerville-Réache, futur vice-président de la Chambre des députés, marquera le début d'une période de stabilité politique, qui a duré jusqu'en 1906.

Les sources pour l'étude de cette question sont assez variées et de valeur inégale. Hormis les ouvrages généraux, nous avons eu recours aux procès-verbaux d'élections, aux rapports des gouverneurs que nous avons pu trouver au service des Archives de l'ancien ministère de la France d'Outre-Mer et aux Archives nationales, et encore et surtout à la collection des périodiques guadeloupéens que conserve la Bibliothèque nationale ; collection d'ailleurs incomplète.

Les principaux de ces périodiques sont : *l'Echo de la Guadeloupe*, (de 1872 à 1877), journal conservateur, défenseur des « intérêts coloniaux », qui fera campagne pour les candidatures les plus à droite et développera surtout des thèmes économiques ; *Le Courrier de la Guadeloupe* (1881-1907), journal centriste qui soutiendra Gerville-Réache ; enfin *le Progrès de la Guadeloupe* (1884-1899) qui est le journal des radicaux de La Pointe-à-Pitre, appartient à Auguste Isaac dont il défendra la candidature et celle de son frère aux élections sénatoriales et législatives de 1885.

(1) Cet article résume un mémoire présenté en 1961 à la Faculté des Lettres de Paris pour le diplôme d'études supérieures d'histoire.

La situation économique de la Guadeloupe après 1870, facteur déterminant en ce qui concerne l'évolution politique du pays, est dominée par la crise sucrière. Le prix de cette denrée d'une importance vitale pour la prospérité de notre île ne cesse de s'effondrer devant la concurrence victorieuse que lui fait le sucre de bettrave avantage sur le marché métropolitain par l'absence de gros frais de transport.

Voici entre 1877 et 1884 quels sont les prix de vente du sucre et les prix payés aux producteurs de canne.

Années	Prix de 100 kgs de sucre payés au producteur de canne	Prix de vente de 100 kgs de sucre
1877	55,77 fr.	67,91 fr.
1878	41,86 fr.	59,97 fr.
1879	35,13 fr.	52,83 fr.
1880	45,23 fr.	58,98 fr.
1881	43,37 fr.	58,28 fr.
1882	41,27 fr.	56,70 fr.
1883	41,45 fr.	50,56 fr.
1884	42,72 fr.	39,34 fr.

Si à partir de 1880 le prix payé au producteur arrive à se maintenir péniblement c'est uniquement grâce aux mesures de protection prises par le gouvernement puisque le prix de vente du sucre continue à baisser.

Toute l'économie de la Guadeloupe est gravement atteinte par la crise sucrière. Il n'est pas de classes sociales qui ne soient directement ou indirectement touchées : Que ce soient les grands planteurs et les usiniers presque tous blancs qui forment le gros des voix conservatrices ou les ouvriers agricoles (qui n'ont souvent que leur salaire pour vivre à la Grande-Terre) et les petits propriétaires de la Basse-Terre pour qui la canne joue encore un rôle très important ou même les commerçants. Seuls peut-être les fonctionnaires échappent aux conséquences de cette crise.

La crise sucrière sera toujours à l'arrière-plan des discussions électorales. Elle passionnera souvent les débats et permettra d'évoquer des problèmes aussi primordiaux pour l'avenir de la colonie que peuvent être ceux de l'immigration de travailleurs asiatiques à la Guadeloupe ou de la liberté commerciale.

Pour ce qui est de la période qui nous occupe, les luttes politiques, assez calmes au départ, s'animeront peu à peu jusqu'à atteindre leur paroxysme dans la dure double-campagne de 1885. Dans le climat politique antillais, souvent la période électorale sera génératrice de troubles et d'agitation. Les vaincus dénonceront fréquemment « les conditions révoltantes » dans lesquelles s'est déroulé le scrutin.

Plus encore que ce climat souvent troublé, ce qui nous paraît marquer la vie politique de la Guadeloupe à cette époque, c'est le grand nombre des abstentions. Dans la majorité des cas, sur une trentaine de milliers d'inscrits (ce qui est déjà faible pour une population qui dépasse 120 000 habitants en 1870) on n'a guère plus de 10 000 votants. A plusieurs reprises,

le candidat n'est désigné à son siège que par un nombre de voix, qui dépasse de peu le 1/8 des inscrits ainsi qu'en fait foi le tableau suivant.

Années	Inscrits	Votants 1 ^{er} tour	Votants 2 ^e tour	Nombre de voix de l'élu
1871	30.790	10.313	—	Bloncourt 3.211
1873		10.771	7.852	Rollin 2.898
1875	29.997	4.023	5.529	Casse 6.063
1876		4.721	4.106	Lacascade 3.595
1877	28.871	10.820	—	Lacascade 3.988
1879	32.265	4.434	6.309	Lacascade 7.842
				Réaux 3.257

Aussi les adversaires de la représentation parlementaire des colonies auront-ils beau jeu pour dénoncer l'insanité des résultats et contester la « représentativité » de députés si pauvrement élus.

Ce qui est encore remarquable dans la vie politique de la Guadeloupe d'alors et d'ailleurs de toute la France à cette époque, c'est l'absence de partis vigoureusement constitués. Généralement les candidats sont proposés à la députation par des comités électoraux qui représentent des groupes d'intérêts. On conçoit dès lors l'importance des questions locales dans les campagnes électorales. Pourtant bien souvent le débat s'élève à des problèmes d'ordre plus général en particulier en ce qui concerne le régime politique du pays, presque toutes les tendances d'ailleurs s'unissant pour vanter la république (conservatrice ou progressiste suivant les cas), la Guadeloupe s'étant révélée très tôt profondément républicaine. Ce n'est qu'à la fin de notre période, qu'apparaîtra avec le radicalisme un parti fortement structuré qui reprendra, en les assaisonnant d'ailleurs de considérations locales, les mots d'ordre venus de la métropole.

Quelle fut l'évolution politique de l'île dans la période qui nous préoccupe ?

Cette évolution est avant tout marquée par une prise de conscience de plus en plus nette pour la majeure partie de la population de la similitude de ses intérêts avec ceux des partis de gauche.

En 1871, les élections se firent encore sous le signe de la conciliation entre les tendances politiques opposées. C'est pour cela qu'on essaya d'unir sur la même liste électorale un conservateur plus ou moins modéré, les candidats Rollin ou Duchassaing, à un républicain, Schœlcher ou Melvil-Bloncourt qui en outre représenteraient la population de couleur. Ce furent Rollin et Melvil-Bloncourt qui triomphèrent.

Dès 1873 cependant, cet accord momentané est rompu. La lutte est ouverte entre la gauche qui soutient le radical Germain Casse et la droite qui défend âprement la candidature du bonapartiste Paul de Cassagnac. Un parti centriste qui donne ses voix à Isambert fait son apparition. Finalement c'est Germain Casse qui grâce à l'apport de ces deux tendances fera triompher les candidatures du député Lacascade en 1875, 1876 et 1877.

En 1875, l'Assemblée Nationale, conservatrice en majorité, décida

de n'accorder plus qu'un seul député à la Guadeloupe. Encore cet unique député ne fut-il maintenu que grâce à l'intervention expresse de Schœlcher. Les élections de 1876-1877 et 1879 se firent alors au scrutin uninominal à deux tours, cependant qu'en 1876, aux élections sénatoriales, les conservateurs de la Guadeloupe, remportèrent une victoire d'ailleurs contestée, en faisant nommer le général de la Jaille, un royaliste notoire.

En 1879 les partis de gauche et les libéraux se mirent d'accord pour nommer député, Emile Réaux, un républicain. En 1881, deux députés sont accordés de nouveau à la Guadeloupe. Ils seront nommés au scrutin uninominal, l'île étant divisée en deux circonscriptions. La même année Sarlat, un libéral de gauche est nommé à la Pointe (circonscription qui montre une certaine tendance au conservatisme, tant dans la ville même, que dans les cantons presque uniquement sucriers qui l'entourent) et Gerville-Réache à Basse-Terre.

En 1885, les partis de gauche semblent être plus forts que jamais. Le sénateur de la Jaille est remplacé par Alexandre Isaac de tendance radicalisante. Désormais, toute la représentation parlementaire de la Guadeloupe est républicaine et d'idées progressistes. Les élections législatives de la même année, confirment bien la force de ces opinions dans le pays. Les quatre candidats principaux sont à gauche, et si la campagne électorale est acharnée, c'est plus parce qu'il s'agit d'abattre Gerville-Réache passé à l'opportunisme et que ses anciens amis radicaux accusent de trahison que parce que les programmes électoraux sont très opposés.

Notons cependant que dans celui d'Auguste Isaac, le rédacteur du journal *Le Progrès*, apparaissent des préoccupations sociales assez avancées qui rendent un son nouveau dans la vie politique guadeloupéenne. Finalement la victoire de Sarlat et de Gerville-Réache, ouvrira pour le pays une période de stabilité politique, qui sera celle du gervilisme.

On voit donc que l'évolution politique de la Guadeloupe de 1870 à 1881 est assez peu différente de celle de la France pendant la même période. Les forces conservatrices assez puissantes au début, durent reculer peu à peu devant la république et les idées progressistes qui semblent partout triompher en 1885.

Lucien ABÉNON